

L'Europe

Contribution d'André Guyomarch, Pont L'Abbé, été 2013

L'actuelle situation politique et économique de l'Europe, les élections européennes de 2014 nécessitent de clarifier notre analyse de la situation pour adopter une présentation des problèmes et proposer des solutions en cohérence avec notre principe « *l'humain d'abord* ».

Je vais essayer en m'appuyant sur l'ouvrage collectif « *en finir avec l'Europe* » de C. DURAND, ed La Fabrique, de soumettre à la réflexion un certain nombre d'analyses voire de propositions pour affirmer nos positions personnelles ou/et collectives et établir, autant que possible, un projet politique crédible et compréhensible. D'abord il faut ouvrir la boîte noire de l'Europe pour savoir ce qui se cache derrière l'emballage qui nous est présenté. Il est aussi nécessaire de comprendre pourquoi l'europhisme, longtemps présenté comme la panacée à tous nos problèmes, est maintenant l'objet d'un rejet profond (bien que pour des raisons souvent divergentes). Quelles sont les conséquences, non seulement économiques mais aussi politiques de la création et du fonctionnement de l'union monétaire et comment peut-on gérer le problème ? Pourquoi la construction européenne repose-t-elle sur une contradiction entre un fonctionnement centralisé, autoritaire et une mise à l'écart des processus démocratiques au sein des Etats ? Enfin quelles réponses peut-on proposer pour donner le pouvoir de décision aux peuples et non aux lobbies financiers et établir réellement la démocratie ?

Qu'est ce qui se cache derrière l'Europe ?

Contrairement à l'idée avancée que l'UE s'est construite dans un objectif de paix en réaction aux deux conflits mondiaux du XXème siècle, l'idée européenne n'est issue d'aucune volonté populaire affirmée. « L'impulsion donnée après-guerre au processus d'intégration européenne provient de la mobilisation d'une toute petite élite transnationale dont le projet n'a réussi que parce qu'il convergeait avec la stratégie du gouvernement des USA visant à poser, en Europe, les premiers jalons de la construction d'un capitalisme global » C.Durand (En finir avec l'Europe). Dès la fin de la première guerre mondiale la question se pose déjà de savoir si, pour assurer son développement économique, l'Europe ne doit pas s'organiser en fédération d'Etats, l'union douanière en étant l'élément clef. Suite à la deuxième guerre mondiale, face à la montée en puissance de l'URSS, à la force du mouvement ouvrier en Europe de l'ouest, à l'affaiblissement des bourgeoisies nationales pour faits de collaboration, les USA sont amenés à pousser l'intégration européenne. L'américain P. HOFFMAN chargé de la répartition des fonds du plan Marshall exige que l'Europe s'engage vers l'intégration économique. « La substance d'une telle intégration devrait être la formation d'un marché unique dans lequel les restrictions quantitatives aux mouvements des biens, les barrières monétaires aux flux de paiements et, finalement, tous les droits de douane devraient être éliminés de façon permanente... cela rendrait plus difficile l'étouffement d'une saine concurrence. » (P.Hoffman 1949).

-On voit donc déjà apparaître ce qui se trouvera explicitement écrit dans le projet de traité constitutionnel de 2005 et retrouvé dans le traité de Lisbonne. On peut aussi considérer que c'est la logique qui sous-tend les tractations de L'OMC au niveau mondial et l'objectif même de la mondialisation. Ce qui est en route c'est la construction d'un capitalisme planétaire global, c'est un puzzle qui se façonne et que de petites pièces (accords partiels sur un objet ou géographiquement limités) viennent brusquement unifier.

Lors de la construction de l'UE, dès la fin des années 40, les "pères" de l'Europe ont opté consciemment pour une conception restrictive de la démocratie. L'élargissement du champ d'action de l'organisation politico-économique n'est pas neutre, le niveau supra national du fonctionnement renforce les libertés d'action dont bénéficie le capital en même temps qu'il dissimule les acteurs. « Si le prix que nous devons payer pour un gouvernement démocratique international est une restriction du pouvoir et de l'étendue du gouvernement, ce n'est certainement pas un prix trop élevé » Hayek (économiste néolibéral). En établissant, au niveau fédéral les libertés économiques (circulation des biens, des personnes, des capitaux) et l'intégration monétaire, on restreint la possibilité pour les gouvernements de s'ingérer dans le

fonctionnement économique, et on limite la possibilité d'action des organisations syndicales qui ne peuvent plus imposer des protections particulières.

En 1957 P. Mendès-France dénonce déjà une logique libérale selon laquelle « la concurrence pure et simple règle tous les problèmes ». Il dénonce le risque de nivellement par le bas en matière sociale et fiscale et met en garde contre « l'abdication d'une démocratie » qui peut prendre la forme de la soumission » à une autorité extérieure, laquelle, au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique ; car au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale, finalement une « politique », au sens le plus large du mot, nationale et internationale » (janvier 1957, discours à l'assemblée nationale) .

Tout ce que nous voyons maintenant fonctionner, commission européenne, BCE, Directives diverses, interventions de la troïka...est déjà semé au tout début de la construction européenne !!!

Le concept d' " économie sociale de marché " qui figure dans le traité de Lisbonne comme un des objectifs majeurs de l'UE, en jouant sur le mot " social ", crée l'équivoque, en fait il ne s'agit que de construire politiquement le fonctionnement de la concurrence alors que dans la vision libérale classique du marché celui-ci s'autorégule naturellement. Alors que les démocrates- chrétiens allemands, dans les années 40-50, ont adopté cet objectif, le PS français, en 2008, se dit lui aussi partisan d' « une économie sociale et écologique de marché » et abandonne toute référence révolutionnaire de façon concomitante. L'économie sociale de marché est donc antinomique de l'Etat social car elle veut limiter au maximum l'intervention publique dans la redistribution des richesses et dans la sécurisation des conditions d'existence (sécurité sociale, chômage, retraites...). La concurrence devient la norme supérieure de la société, son fonctionnement se garantit par des autorités extra démocratiques (commission européenne, cour européenne de justice...). Le processus d'intégration européen ne tient pas compte des droits sociaux acquis, au contraire il cherche à les restreindre en créant des liens de décision qui échappent à l'influence populaire. « le gouvernement technocratique par des règles et des autorités indépendantes met ainsi à l'abri de la décision politique discrétionnaire de larges pans de la politique économique » C. Durand. Le caractère « supra national » de la construction européenne élude en partie les rapports de force sociaux, les cantonnant au cadre des Etats nations. « la construction européenne se présente comme une expérience inédite de construction politique visant à contrer préventivement les coups que pourraient porter à l'ordre capitaliste les mouvements sociaux et politiques » C. DURAND.

-On voit bien que dans les Etats du sud de l'Europe (Grèce, Portugal, Italie...) l'UE impose des « réformes » mais laisse aux gouvernements des Etats le soin de gérer la mise en place.

La création de l'euro comme monnaie unique européenne (Maastricht 92) est une avancée majeure dans la progression du projet initial européen. La conséquence de ce choix est une priorité donnée à la lutte contre l'inflation et un renforcement de la rigueur budgétaire. « Cette nouvelle étape de l'unification européenne permet de sortir la politique monétaire du champ de la délibération démocratique. La liberté de circulation des capitaux justifiée par l'hypothèse d'efficacité des marchés financiers et la lutte contre l'inflation portée par un syncrétisme monétariste acquiert par le biais des traités une valeur constitutionnelle » C. DURAND. La difficulté pour les populations d'identifier l'unité monétaire européenne comme l'origine des difficultés économiques rend donc leur mobilisation contre l'UE peu probable. En cherchant la dépolitisation des questions financières et monétaires ce sont donc les Etats européens qui restent seuls à gérer les problèmes économiques avec comme unique variable le travail. C'est une volonté délibérée des « constructeurs » de l'Europe comme le précise Delors en 1989 : « la flexibilité salariale et la mobilité du travail sont nécessaires pour éliminer les différences de compétitivité entre les pays et régions de la communauté ». Grace à la disparition des incertitudes liées aux fluctuations des taux de change, l'unité monétaire européenne devait apporter une croissance rapide, une augmentation de l'emploi, une hausse des profits donc des salaires plus élevés. Du fait de la différence des structures économiques, des inégalités énormes au niveau des systèmes de protection sociale et des droits du travail dans les différents Etats, les "bénéfices" attendus de la monnaie unique ont été l'inverse de ce qu'ils étaient prévus. Certains ont aussi estimé que la mise en place de la monnaie unique allait provoquer une auto régulation du système, or l'afflux de ressources financières dans les pays du sud de l'Europe va amener à la crise de la dette que nous subissons aujourd'hui, la "crise de l'euro est l'œuvre de l'euro lui- même" (C. DURAND).

Au travers de l'euro il y a une tentative de construction de ce que Marx appelait " une monnaie mondiale" (il y a donc concurrence avec le Dollar) pour atteindre cet objectif l'€ doit être un moyen de réserve sûr, un moyen de paiement reconnu ainsi qu'une unité de compte fiable pour fixer les prix et les

contrats. La taille du marché européen est un atout certain mais la diversité politique de la zone euro constitue une fragilité que la stabilité monétaire cherche à compenser ce qui explique l'obsession anti-inflationniste de la BCE. Actuellement l'€ a surtout favorisé les acquisitions à l'étranger des firmes industrielles ce qui leur fait prendre une dimension multinationale laquelle explique en partie les délocalisations nombreuses.

D'autre part l'union monétaire européenne a accéléré la transformation des structures de propriété et de gouvernance des grandes entreprises en accentuant l'emprise de la finance. Parallèlement, en Europe, un bouleversement des structures actionnariales se réalise au bénéfice des marchés financiers. Au cours des années 90, les privatisations ôtent à la puissance publique son pouvoir de pilotage sur de nombreuses grandes entreprises. La pression de l'Union Européenne, pour faciliter la liberté de circulation des capitaux permet l'arrivée des actionnaires étrangers (par le biais des fonds de pension, des hedge-funds et des fonds souverains) et ceux-ci exigent d'être en mesure de contrôler la gouvernance des entreprises. « Le changement d'échelle de la propriété du capital européen est donc l'occasion d'une transformation qualitative qui livre l'appareil productif européen aux marchés financiers...l'union monétaire est donc un moment clé de la financiarisation de l'Europe : accroissement du poids des investisseurs institutionnels, éclatement des actionnariats et uniformisation des exigences de rendement participent de l'affirmation de la finance en tant que dispositif institutionnel mondialisé qui centralise le pouvoir du capital face au travail » C. DURAND.

L'union monétaire, parce que l'Europe n'est pas un espace homogène, a accentué, en son sein, les inégalités au point d'introduire une logique de développement semi colonial qui fait de L'Allemagne une puissance hégémonique sur le plan économique. Si la réunification allemande a eu un coût énorme, elle a aussi mis à disposition de son infrastructure industrielle des millions de travailleurs permettant de réduire de façon importante leurs droits (chômage, délitement des conventions collectives, cogestion acceptée des syndicats...) et particulièrement des niveaux de salaire (absence de salaire minimal, multiplication de temps partiels...). Si cela a accru la compétitivité des exportations allemandes, la conséquence directe est aussi la hausse très importante du nombre de travailleurs pauvres. Les multinationales allemandes se sont emparées de la quasi-totalité des activités industrielles dans le secteur est-européen, ceci à proximité de leurs propres bases industrielles avec une main-d'œuvre à bas coût.

Dans le sud de l'Europe, au contraire, la mise en place de l'€ a permis, en raison de l'abondance du crédit, une hausse des salaires et un dynamisme de certaines activités (services, immobilier...) .L'illusion consiste dans l'accumulation de créances par les institutions financières allemandes et françaises et se traduit, suite à la crise financière de 2008, par un traitement inégal au niveau des investisseurs des dettes publiques (une dette allemande en € n'a pas la même valeur qu'une dette grecque, portugaise, espagnole, italienne...).

L'union monétaire européenne, en raison des principes qui sont à l'origine de sa création, et en l'absence d'une "souveraineté démocratique européenne" place l'Allemagne dans une position hégémonique, la France perdant de son influence en raison des conséquences de sa situation géographique au regard des "réserves" de main d'œuvre est européenne. L'effort de l'Allemagne (par le biais de la troïka) pour obtenir un maximum de remboursement des dettes accumulées conduit à faire subir aux populations du sud de l'Europe une dépossession massive de leurs avoirs (cure d'austérité, destruction des services publics) et une violation de leur souveraineté (imposition de politiques économiques dictées par la troïka, gouvernements imposés pour appliquer une ligne définie, expérience de Chypre).

La résistance à la pression économique et la dimension anticoloniale que traduit l'opposition centre périphérie au sein de la zone euro, mine la monnaie unique et menace de fractionner une Europe sans légitimité démocratique. « L'absence d'unification politique est ainsi à la fois le symptôme de l'impasse dans laquelle se trouve une construction supranationale conçue pour protéger le capital de l'intervention démocratique des peuples. Les résistances sociales et l'instabilité gouvernementale... viennent rappeler ce qu'il en coûte en temps de crise. La pression qui monte des couches subalternes signale un désir collectif grandissant pour une alternative » C. DURAND.

La fin de l'européisme ?

Le capitalisme, face à ses contradictions, a évolué par crises mais celles-ci n'ont pas disparu, seules les échelles auxquelles elles s'appliquent se sont modifiées.

Le capitalisme industriel du XIX^e siècle, après la crise de 1870-1880, permit la formation des monopoles et la régulation de la lutte des classes par l'interventionnisme de l'Etat. Cette transformation conduit d'une part à la 1^{ère} guerre mondiale et aux "troubles" de l'entre-deux-guerres, à l'émergence du bloc socialiste, à la décolonisation, à l'apparition de nouvelles formes de domination impérialiste mais aussi à l'Etat-providence, forme domestiquée du capitalisme en Europe occidentale. « Elle donna une légitimité à ce système économique car elle parvint à combiner croissance économique accélérée et stabilité politique avec les formes de la démocratie parlementaire » S KOUVELAKIS in *En finir avec l'Europe*.

Trois décennies ont suffi à épuiser cette dynamique et... le néolibéralisme a pris la suite. « au cours de la période néo-libérale, le capitalisme a réussi à reprendre la plupart des avantages concédés aux travailleurs, profitant de l'affaiblissement du mouvement ouvrier consécutif au développement d'un chômage de masse, puis de l'effondrement du "camp socialiste" » S KOUVELAKIS.

Si l'on ne peut actuellement prévoir l'évolution et la totalité des conséquences de la crise commencée en 2007 aux USA, une chose semble certaine, c'est la remise en cause du "prétendu projet européen ou d'intégration européenne incarné par les institutions de L'UE et dont l'union économique et monétaire constitue le cœur". Même si de façon sous-jacente il était évident que le projet européen se construisait sur la base de politiques ultra libérales, il apparaît aussi clairement « qu'une mise à distance de toute forme de contrôle démocratique et de responsabilité devant les peuples est un principe constitutif du réseau complexe d'agences technocratiques et autres collègues d'experts qui forme la colonne vertébrale des institutions de l'UE » est en cours d'installation. " Ce qu'on a appelé par euphémisme le déficit de démocratie est en fait un déni de démocratie".

La non prise en compte des référendums français et hollandais de 2005, les multiples votes irlandais jusqu'à l'acceptation ; l'intervention de la troïka (en Grèce, Portugal, Espagne ; le coup de Chypre) sont la démonstration de l'anti-démocratie du fonctionnement de l'UE.

A partir de Maastricht (1992) le projet de l'UE (économique, politique, idéologique) est de toute évidence dépendant de la réalisation de l'union économique et monétaire. En tant que création ex-nihilo (dans 17 et maintenant 27 Etats) sans état unifié pour le sous-tendre, l'€ est à la fois l'expression d'une tendance mondiale du capitalisme et "l'instrument qui permet de pousser la financiarisation encore plus loin".

Les pactes de stabilité que l'UE impose aux divers Etats, appliquent à la zone € ce qu'« Habermas (économiste néo libéral) appelait, le "nationalisme du deutchmark" : une banque centrale indépendante, la priorité absolue donnée à la lutte contre l'inflation, une stricte discipline budgétaire et toute une culture procédurale neutralisant les choix politiques sous couvert d'une gestion technocratique saine et vertueuse ». Ces conditions tout en permettant une convergence stratégique des classes dominantes d'Europe, confèrent de façon non explicite mais réelle un rôle politique hégémonique à l'Allemagne, sa prétendue réussite économique (à quel prix !!!) en assurant la légitimation.

L'existence de la monnaie unique a accentué les différences entre le "centre" et la "périphérie" de L'UE, et permis la création d'une forme de néo colonialisme, les déficits des uns (les PIGS) permettant les excédents des autres (les pays du Nord de l'Europe et particulièrement l'Allemagne). L'illusion de l'absence de risque au niveau monétaire, parce que l'€ est la monnaie d'une zone riche, a permis la diminution du coût du crédit et l'accroissement de la dette des divers états de la périphérie mais aussi la financiarisation de leurs économies et la création de bulles spéculatives (immobilier, banque, consommation privée...).

« L'accroissement des inégalités sociales, les destructions environnementales et l'affaiblissement des capacités productives des "perdants" ont été rendu invisibles, dissimulés par la légende dorée de la monnaie unique soit disant gage de prospérité et de stabilité pour tous ». L'européisme triomphait§

Si l'€ n'est pas la cause originelle de la crise de 2008, il a eu conjointement avec le fonctionnement de l'UE une influence sur la forme que celle-ci a pris au sein de la communauté. Alors que les pays du "centre" résistaient plus ou moins bien (particulièrement l'Allemagne), la "périphérie" (les PIGS) s'enfonçaient dans une récession comparable à celle des années 30. « Cette dynamique de la crise en Europe n'est cependant pas le résultat du jeu aveugle des forces purement économiques. Les marches de cette descente aux enfers

ont été franchies une à une au fil des décisions de l'UE, le FMI n'en étant pas le principal moteur » S SOUVELAKIS. L'accumulation des plans de sauvetage, des " thérapies de choc " fabriquées par l'UE elle-même est comparable aux modèles appliqués par le FMI aux pays du Sud en 80-90, plaçant ainsi certains pays européens en états de souveraineté limitée.

Les plans d' " aide à la Grèce " ne sont pas une aide mais des prêts garantis à taux exorbitants, leur objectif étant d'assurer le maximum de remboursement de ce qui est considéré comme la dette publique en coupant de façon drastique dans les dépenses publiques. C'est un mécanisme prédateur qui assure un prélèvement et un transfert externe des richesses d'un pays déterminé (Grèce, Portugal, Chypre).

Mais l'objectif de ces " thérapies de choc " « vise à remédier au problème dit structurel de compétitivité en imposant une dévaluation de fait qui se traduit par une baisse brutale des salaires » et une casse des protections sociales. L'appartenance de ces pays à l'euro-zone ne permettant pas une dévaluation de la monnaie (€), la totalité de la pression s'exerce sur les salaires. En même temps une politique de privatisation des services publics et des infrastructures (ports, aéroports...) les livre aux investisseurs étrangers à vil prix. C'est la " conquête de l'Ouest " sous une autre forme, " les marges du vieux continent devenant le laboratoire de politiques qui seront tôt ou tard mises en place au centre de l'UE.

Le choc de la crise permet donc de comprendre la force de ce mélange d'autoritarisme (supra et inter - national) et de néo-libéralisme " inscrits dans l'ADN de l'UE ". La face cachée de l'européisme apparaît clairement, une forme de néo-racisme stigmatisant les perdants du sud dépendants, paresseux et une approche néo-colonialiste des relations intra-européennes. « Cette dimension est occultée par les variantes soi-disant de " gauche " de l'idéologie européiste qui refuse de penser les puissants mécanismes inégalitaires mis en branle par l'UE ».

De façon théorique on peut démontrer qu'une entité européenne pourrait, à condition d'en prendre les moyens (nouveau rôle de la BCE, institutions vraiment démocratiques ayant pour objectif le bien des populations et non le développement du néo-libéralisme...) régler les problèmes (dettes souveraines, spéculation financière...). Mais cette hypothèse " a empêché la gauche de découvrir que plus une solution était européenne, plus elle était synonyme de radicalisation néo-libérale et de régression démocratique ".

« Il faut considérer l'€ comme, non seulement une impitoyable machine de guerre de classe visant à contrôler le coût du travail [à commencer par le travailleur allemand] mais également comme un moyen par lequel l'hégémonie du capital allemand s'est affirmé sur la scène européenne et internationale. Voilà pourquoi tout projet politique qui prend au sérieux l'objectif de rupture avec le néo-libéralisme... doit se poser la question de la rupture avec l'€, et de ce fait de lutter contre l'UE elle-même.

La question nous est donc clairement posée : comment doit-on poser le problème de l'€ et celui des institutions européennes pour que ce soient les peuples qui en bénéficient et non le capitalisme européen.